



JOURNÉE DIOCÉSAINNE DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE

# « Le défi alimentaire n'est pas une équation insoluble »

Rendez-vous réussi pour le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre solidaire) : le 26 janvier, les participants ont été très nombreux à sa journée diocésaine et ils ont bénéficié d'une contribution de haute tenue à la réflexion sur les questions liées au défi d'assurer les besoins alimentaires d'une population mondiale croissant sans cesse. Marc Dufumier, l'expert invité a développé à cet égard une analyse imprégnée d'optimisme.

Ingénieur agronome et enseignant-chercheur, Marc Dufumier est professeur émérite en agriculture comparée et développement agricole à l'AgroParistech, la grande école européenne d'ingénieurs et de managers dans le domaine du vivant et de l'environnement. Expert auprès de la FAO et de la Banque mondiale, il est régulièrement sollicité par les gouvernements étrangers confrontés à des crises alimentaires ou agricoles. Il a contribué à la conception de nombreux projets de développement agricole, en France comme à l'étranger, et a milité dans diverses associations de solidarité internationale. Il a notamment

ses ressources naturelles non renouvelables et l'accroissement de leur coût, des mouvements migratoires de plus en plus massifs (exode rural et migrations internationales).

Tout au long de son exposé, Marc Dufumier martèlera : « Il n'y aura de sécurité alimentaire dans les pays déficitaires du sud que quand ils auront retrouvé leur souveraineté alimentaire. » Il fustige ce qu'il considère comme des verrous interdisant l'évolution souhaitée dans cette voie, notamment la concurrence des pays industrialisés dont l'agriculture est à la fois hautement productive et très subventionnée.

du travail est trop faible ». Parlant de la compétitivité insuffisante de trop nombreux agriculteurs du sud, il fait observer que « la valeur ajoutée produite par personne travaillant dans l'agriculture a sensiblement augmenté, partout, sauf dans les pays où il y a la plus forte proportion d'agriculteurs dans la population ».

« Éviter les errements du passé », plaide Marc Dufumier fustigeant notamment l'extension des surfaces cultivées et les déforestations, la recherche génétique visant à porter à des niveaux toujours inégaux le potentiel de rendement à l'hectare.

L'auteur de *Famine au sud, malbouffe au nord* (ouvrage paru en février 2012 et édité chez Robert Laffont) estime le développement des systèmes agro-écologiques offrent des solutions à la question de l'alimentation mondiale. Il préconise le recours à des pratiques visant à « faire le plus grand usage possible de l'énergie solaire et de l'azote de l'air » : « Il faudrait intercepter les rayons du soleil, ressource naturelle renouvelable et gratuite, en transformant ainsi le maximum d'énergie lumineuse en calories alimentaires par la voie de la photosynthèse, et produire des protéines par la fixation de l'azote de l'air. Le problème qui se pose est celui de la fertilité des sols. Il faut assurer son renouvellement. Actuellement, on recourt pour cela aux engrais de synthèse. Nous risquons de manquer de phosphates et le coût d'exploitation sera trop élevé. Heureusement, les alternatives ne manquent pas, comme la rotation des cultures. Par ailleurs, si on associe de nouveau l'élevage et la culture, on peut reconstituer le taux d'humus, faire de l'excellent humus, avec du fumier. Une autre solution, tout aussi respectueuse de l'environnement, consiste à planter des arbres dans les champs afin de faire jouer le cycle naturel de fertilisation. Par ailleurs, la présence des arbres présente aussi l'avantage de mettre la plante à l'abri du vent desséchant et de favoriser l'infiltration de l'eau dans le sol. »

En résumé, Marc Dufumier a évoqué des solutions portant sur les marchés des produits agricoles et sur les méthodes de production. En écho à son exposé, des questions sont venues du public.

La première portait sur l'aide



Des participants très nombreux. Jean-Paul Baubry, président de la délégation diocésaine du CCFD-Terre solidaire, leur a souhaité la bienvenue en évoquant le souci d'entrer toujours plus dans la compréhension des enjeux et défis mondiaux, ainsi qu'un programme d'action en trois volets (partenariat, éducation au développement, plaidoyer) pour la première ONG de solidarité internationale.

Photo-E. Sengegera



Marc Dufumier pendant son intervention : avis d'expert...

Photo-E. Sengegera

réalisé de nombreux séjours dans les pays du Sud en appui à des politiques de réforme agraire, des programmes de sécurité et de souveraineté alimentaire et des projets de développement agricole et rural. Autant l'écrire tout de suite : Marc Dufumier était l'intervenant qu'il fallait, le 26 janvier, pour contribuer à la réflexion proposée par le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre solidaire) pour sa journée diocésaine.

Pour ce rendez-vous annuel, avec pour thème la référence à « une terre pour tous », une question était à l'ordre du jour : comment, à l'horizon de 2050, relever le défi de nourrir 9 milliards d'êtres humains tout en préservant l'environnement et en assurant une alimentation de qualité ?

Pour répondre, devant un auditoire particulièrement nombreux réuni dans le grand amphithéâtre de l'école des Établères à La Roche-sur-Yon, l'expert de réputation internationale a d'abord planté le décor, évoquant les enjeux liés au développement croissant de la population sur « une terre de taille finie ». « Il s'agit de nourrir et satisfaire les besoins d'une population sans cesse croissante, avec une alimentation et des produits de qualité, produire des matières premières de plus en plus diversifiées pour les besoins des industries, sans dommages pour le cadre de vie ni pour les potentialités productives de notre environnement, assurer des revenus décents aux agriculteurs et enrayer l'exode rural. »

Ces enjeux mondiaux se posent dans un contexte marqué par « le réchauffement climatique global, l'extension des villes sur les meilleures terres agricoles, processus qui s'accélèrent chez nous comme à l'échelle mondiale, la raréfaction de nombreu-

Pour l'invité du CCFD-Terre solidaire, « non, on ne peut pas affirmer que la production mondiale soit insuffisante pour répondre aux besoins alimentaires ». De fait, « si les besoins caloriques sont de 200 kg d'équivalent céréale par an et par personne, les disponibilités mondiales sont largement supérieures : 330 kg en moyenne. Il y a donc des excédents. Pourtant, il y a 850 millions de gens qui souffrent de la faim ! » « Il s'agit d'un problème de pauvreté, de pouvoir d'achat », analyse l'expert qui pose la question (et y répond) : « Où vont les excédents ? dans le gaspillage qui fait que de la nourriture produite, vendue, achetée, échappe aux pauvres. »

### Le coureur à pied face au pilote de formule 1

Marc Dufumier fustige aussi les usines produisant des aliments pour le bétail, « des aliments qui ne vont pas nourrir les pauvres », ainsi que le détournement de la production agricole consacrée à la production des agro-carburants. Il s'agace de « ces comportements de riches qui font que de la nourriture échappe aux pauvres qui en ont besoin ». Pour lui, il ne faut pas chercher loin : « La pauvreté est la cause de la faim et de la malnutrition. Elle est synonyme d'insuffisance de moyens, de revenus, pour produire ou acheter de quoi manger. » Autrement dit, c'est le déséquilibre économique qui est épinglé, car « on met en concurrence des paysans qui travaillent à la main avec des agriculteurs équipés des dernières technologies ». « Il faudrait arrêter de continuer à mettre en concurrence un coureur à pieds et un pilote de formule 1 », plaide l'expert.

Il note que « les trois-quarts des pauvres mal nourris sont des ruraux de pays du sud dont la productivité

alimentaire. L'expert de réputation internationale n'est pas contre l'aide alimentaire qui relève d'un devoir de solidarité dans des situations d'urgence. Il en est tout autrement de l'aide qui deviendrait structurelle ou qui « servirait de mode de gestion de nos surplus de production. Ce n'est pas aux pays industrialisés de produire davantage pour alimenter le sud, mais aux paysans des pays en développement de produire plus pour eux-mêmes et pour le marché local ». Encore faudrait-il qu'ils soient mis dans les conditions de pouvoir le faire...

### Rompre avec les errements du passé

Répondant à une question sur la réhabilitation d'une agriculture plus respectueuse de l'environnement,



La journée s'est conclue sur une célébration présidée par Jean Bondu, vicaire général. Une célébration pour mettre en résonance la réflexion menée et la référence à la foi qui va de pair avec l'engagement au service du frère.

Photo-E. Sengegera

de ça, s'il vous plaît ! » La réforme de la Pac, politique agricole commune ? « Je suis consulté, mais je ne sais pas si je suis entendu quand je suis écouté... Sur le fond des choses, il faut savoir que les agriculteurs ne veulent pas vos comme des mendiants. On devrait pouvoir sortir de la logique des subventions compensatoires. Le système est à bout souffle. Il leur faut des dispositifs incitatifs, qui leur permettraient de revenir à une diversification de leurs activités. Aujourd'hui, on s'est aligné sur les prix internationaux, mais on rémunère toujours les agriculteurs par des aides compensatoires. Il faut en finir avec ces subventions qui, d'ailleurs, sont inégalement réparties. Si on veut aider les agriculteurs, il faut les rémunérer, pas seulement les payer, correctement, sur la base de leurs produits. Il faut agir sur les prix. C'est possible, si les produits sont de qualité. Il faut toucher à la nature des productions. Ce sont les produits de qualité qui permettront d'équilibrer la balance des paiements... »

Interrogé sur la question de l'irrigation, sujet sensible en Vendée, l'invité du CCFD-Terre solidaire ne s'est pas défilé. Il recommande une bonne gestion des eaux pluviales et estime qu'il faudrait « cesser la monoculture du maïs, plante tropicale importée ici en climat tempéré, comme culture d'été ». « En fait, conclut-il, c'est tout le système de production qu'il faudrait reformuler. » Avis d'expert, cette recommandation est de mise, globalement, pour concrétiser l'objectif d'éloigner le spectre de la faim et relever le défi d'assurer une alimentation de qualité à 9 milliards d'être humains d'ici à 2050.

À propos des OGM, en bon scientifique, Marc Dufumier assure : « Je ne diabolise rien, mais je suis pour le principe de précaution. Éviter d'aller dans la continuité des errements du passé. Et, pour les pays du sud, pas

Étienne SENGEGERA